

Montreuil, le 19 octobre 2026 – Communiqué de la Fédération CGT des services publics

Après le 17 octobre : entendre la colère sociale, protéger les libertés syndicales, répondre aux revendications.

La Fédération CGT des Services publics salue l'ampleur exceptionnelle des mobilisations du 17 octobre 2026. Partout dans le pays, des centaines de milliers de salarié-es, d'agent-es publics, de jeunes, d'étudiant-es, de retraité-es et de citoyen·nes ont exprimé leur rejet de la vie chère, leur exigence d'augmentation des salaires et leur attachement aux services publics.

Cette mobilisation traduit une colère sociale profonde que le gouvernement ne peut plus ignorer. Derrière les chiffres de participation, c'est un même message qui s'est exprimé : celui d'une population qui refuse de payer une crise dont elle n'est pas responsable et qui exige des réponses concrètes pour le pouvoir de vivre, l'emploi, les services publics et l'avenir de la jeunesse.

La Fédération CGT des Services publics condamne les dégradations et les violences qui ont pu se produire en marge des rassemblements. Elles ne sauraient toutefois masquer l'expression légitime d'une mobilisation populaire d'ampleur ni servir de prétexte à l'effacement des revendications sociales. Elles ne peuvent pas non plus invisibiliser les violences policières et répressives mises en œuvre pour contraindre le mouvement de la jeunesse. Enfin, elles ne peuvent en aucun cas effacer l'immense responsabilité des gouvernements successifs qui gouvernent contre l'avis majoritaire des citoyen·nes.

Nous dénonçons également avec la plus grande fermeté les violences commises à Toulouse contre les manifestant-es et les militant-es syndicaux-ales. Rien ne peut justifier que des syndicalistes soient pris pour cible parce qu'ils exercent leur droit d'organisation, de manifestation et d'expression. L'exercice des libertés syndicales constitue un pilier fondamental de la démocratie sociale.

Alors que le président de la République a déclaré qu'il n'y avait « aucune place pour la violence » et a promis des poursuites contre les auteurs des dégradations, la Fédération CGT des Services publics rappelle qu'il ne peut y avoir de réponse sécuritaire à une crise qui se veut avant tout sociale.

Les travailleuses et les travailleurs attendent désormais autre chose que des condamnations. Ils attendent des réponses.

La CGT exige :

- Des budgets en faveur des services publics et de la justice sociale et fiscale ;
- L'augmentation immédiate des salaires, des pensions et des minima sociaux ;
- Le dégel et la revalorisation du point d'indice à 6,50 euros ;
- Des créations massives d'emplois statutaires dans les collectivités et les administrations ;
- Des mesures concrètes pour répondre aux attentes et aux difficultés de la jeunesse.

Face à l'absence de réponses du gouvernement et du patronat, la Fédération CGT des Services publics appelle l'ensemble des agent-es territoriaux-ales, des personnels des services publics et plus largement le monde du travail à débattre de partout des conditions à mettre en œuvre pour faire du 5 novembre une journée de grève et de manifestations massives, par le dépôt de préavis de grève locaux et dans la convergence et l'unité la plus large possible.

Le 17 octobre n'est pas un aboutissement. C'est un avertissement adressé à l'exécutif. Le temps des constats est terminé. Le temps des réponses doit commencer.